



Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

Dossier
mensuel
de
conjoncture

Direccte Direction régionale des entreprises,
de la concurrence, de la consommation,
ÎLE-DE-FRANCE du travail et de l'emploi

3 décembre 2015

Présentation

- *Ce diaporama vous est adressé en début de mois.*
- *Il présente, sous forme de graphiques et de commentaires synthétiques, les évolutions les plus récentes de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques*
- *Ce document a vocation à compléter, sur un champ plus large, notre publication mensuelle commune avec Pôle emploi sur le marché du travail en Île-de-France, diffusée quelques jours auparavant.*
- *Vous continuerez à recevoir, par ailleurs, notre publication trimestrielle « Bref Île-de-France » qui propose des analyses plus détaillées sur le fonctionnement du marché du travail francilien.*
- *N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :*

idf.statistiques@direccte.gouv.fr

- **Prochaine édition** de la synthèse mensuelle sur le marché du travail et l'emploi en Île-de-France : 5 janvier 2016.

SOMMAIRE

◆ *Synthèse régionale*

- *Page 4*

◆ *Marché du travail*

- *Page 5* : *demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois*
- *Page 6* : *demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par département*
- *Page 7* : *demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par sexe*
- *Page 8* : *demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par âge*
- *Page 9* : *demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par catégorie professionnelle et domaine professionnel*
- *Page 10* : *demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an et bénéficiaires du RSA*
- *Page 11* : *flux d'entrées et de sorties de Pôle emploi*
- *Page 12* : *taux de chômage (Insee)*

◆ *Emploi*

- *Page 13* : *offres d'emploi confiées à Pôle emploi*
- *Page 14* : *déclarations préalables à l'embauche*
- *Page 15* : *évolution récente de l'intérim*
- *Page 16* : *évolution récente de l'emploi salarié*

◆ *Accompagnement des mutations économiques*

- *Page 18* : *activité partielle*
- *Page 19* : *procédures de licenciement collectif*

Synthèse régionale

MARCHE DU TRAVAIL

En octobre 2015, le nombre d'inscrits à Pôle emploi n'ayant eu aucune activité (cat. A) augmente de +0,8 % en Île-de-France (données CVS) et de +1,2 % en France métropolitaine. Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A augmente de 4,0 % dans la région et de 3,7 % au niveau national.

Si on inclut les demandeurs d'emploi ayant eu une activité réduite (cat. ABC), le nombre d'inscrits augmente plus modérément, de +0,4 % dans la région et de +0,2 % en France métropolitaine. En un an, la hausse en catégorie ABC s'élève à +4,9 % en Île-de-France et à +5,5 % en France métropolitaine.

Les variations de la demande d'emploi ont été très heurtées sur ces derniers mois, surtout pour la catégorie A. L'évolution sur cette période reste cependant orientée à la hausse.

Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi recule ces derniers mois, tandis qu'on observe une certaine stabilisation sur plus longue période (depuis environ deux ans). En revanche les seniors poursuivent leur forte hausse, bien que l'on semble observer un léger ralentissement par rapport à l'année précédente.

Au deuxième trimestre 2015, le taux de chômage francilien représente 8,8 % de la population active, stable par rapport au premier trimestre 2015. Il est inférieur de 1,2 point au taux de chômage en France métropolitaine, qui s'élève à 10,0 %, également stable par rapport au trimestre précédent.

EMPLOI

Au deuxième trimestre 2015, le nombre de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) progresse par rapport à la même période de l'année précédente, que l'on considère tous les types de contrats ou seulement les contrats durables (i.e. CDD de plus de six mois et CDI).

L'emploi salarié régional dans les secteurs principalement marchands augmente légèrement au deuxième trimestre 2015 en Île-de-France, toujours soutenu par les services marchands. L'activité intérimaire enregistre un rebond, avec notamment les récents premiers signes de reprise dans l'industrie et la construction.

MUTATIONS ECONOMIQUES

Au mois d'octobre 2015, les demandes d'activité partielle représentent un volume d'heures autorisées inférieur au niveau moyen observé depuis un an. Le nombre d'emplois menacés par des plans de sauvegarde de l'emploi notifiés en octobre s'établit à un niveau assez bas.

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois d'octobre 2015

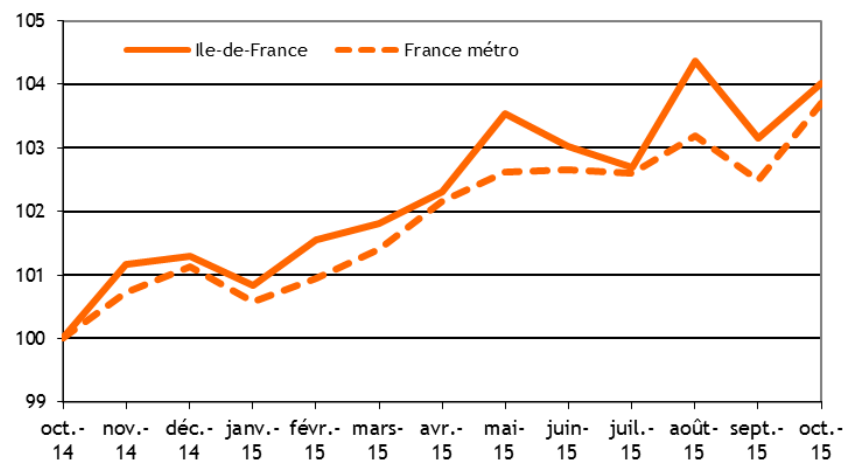
En octobre 2015, la demande d'emploi de catégorie A augmente en Île-de-France de +0,8 % et de +1,2 % en France métropolitaine.

En catégorie ABC, le nombre de demandeurs d'emplois enregistrés augmente de +0,4 % dans la région et de +0,2 % en France métropolitaine.

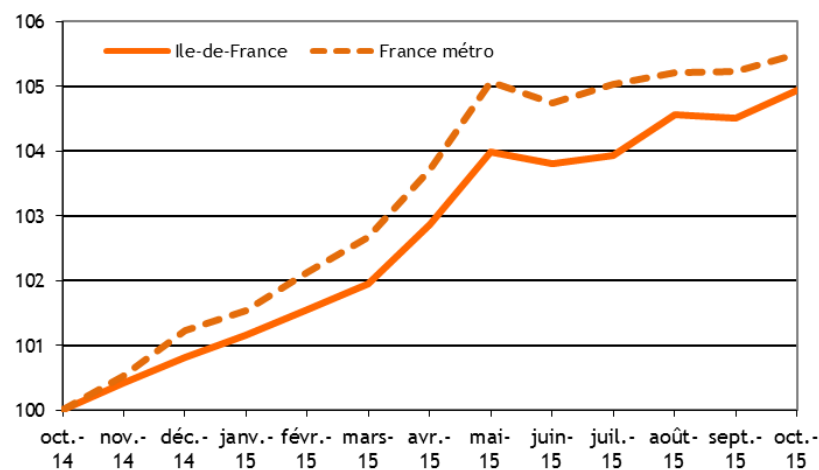
Sur un an, la demande d'emploi en catégorie A augmente de +4,0 % dans la région (+3,7 % en France métropolitaine), un rythme moins soutenu que les années précédentes. La hausse en catégorie ABC atteint +4,9 % en Île-de-France (+5,5 % en France métropolitaine).

A la même période l'an dernier, l'évolution annuelle francilienne s'établissait à +5,2 % en catégorie A et +6,2 % en catégorie ABC. Malgré un léger ralentissement, on continue ainsi d'observer une hausse sensible des demandeurs d'emploi dans la région, à l'image de ce que l'on peut observer également au niveau national.

Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS - Indice 100 en octobre 2014)



Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS - Indice 100 en octobre 2014)



Octobre 2015	Île-de-France	France	Variation sur un mois (%)		Variation sur un an (%)	
			Île-de-France	France	Île-de-France	France
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	678 870	3 589 800	0,8	1,2	4,0	3,7
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	960 130	5 435 800	0,4	0,2	4,9	5,5

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois d'octobre 2015

En catégorie A, tous les départements franciliens connaissent une hausse de la demande d'emploi en octobre, de +0,5 % dans les Hauts-de-Seine et les Yvelines, jusqu'à +1,1 % pour Paris.

En catégorie ABC, l'augmentation est seulement de +0,2 % à Paris et les Hauts-de-Seine ; elle atteint +0,7 % dans le Val-d'Oise.

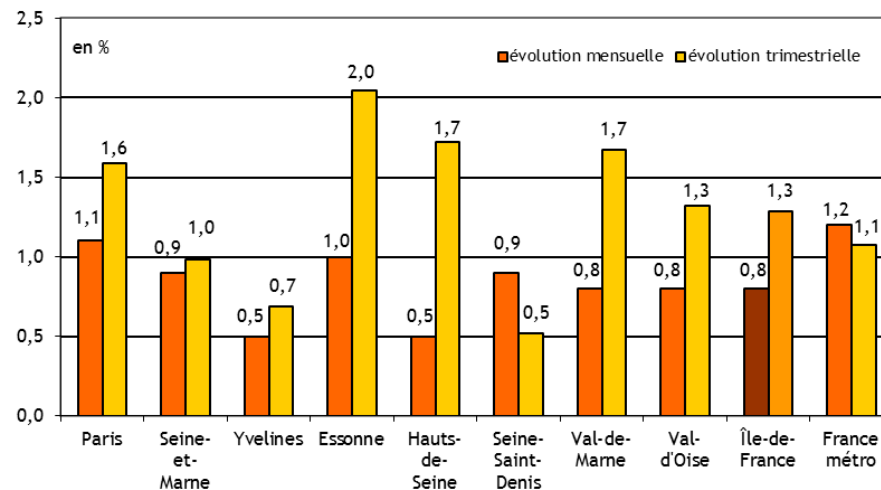
Sur trois mois, la demande d'emploi dans la région augmente de +1,3 % en catégorie A et de +1,0 % en catégorie ABC (resp. +1,1 % et +0,4 % au niveau national). L'Essonne est le département le plus touché par la hausse ces trois derniers mois, que l'on prenne en compte les seuls demandeurs en catégorie A ou les trois catégories.

On observe ces derniers mois des variations très erratiques de la demande d'emploi, surtout pour la catégorie A, qu'il s'agisse de la région ou de la France métropolitaine.

CVS	cat. A	évolution mensuelle	cat. ABC	évolution mensuelle
Paris	135 610	1,1	200 470	0,2
Seine-et-Marne	66 960	0,9	96 870	0,4
Yvelines	64 170	0,5	91 090	0,3
Essonne	58 790	1,0	85 180	0,5
Hauts-de-Seine	82 150	0,5	114 200	0,2
Seine-Saint-Denis	121 660	0,9	165 000	0,6
Val-de-Marne	76 550	0,8	105 710	0,4
Val-d'Oise	72 980	0,8	101 610	0,7
Île-de-France	678 870	0,8	960 130	0,4
France métropolitaine	3 589 800	1,2	5 435 800	0,2

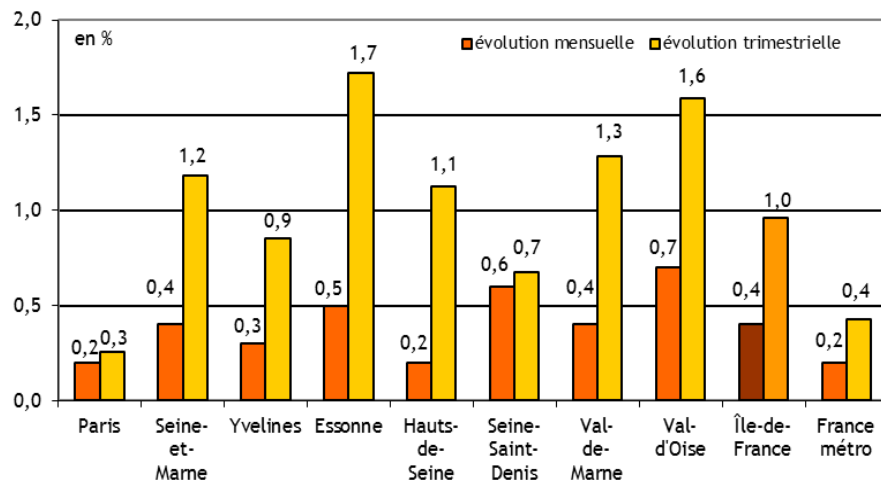
Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie A, données CVS)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS)



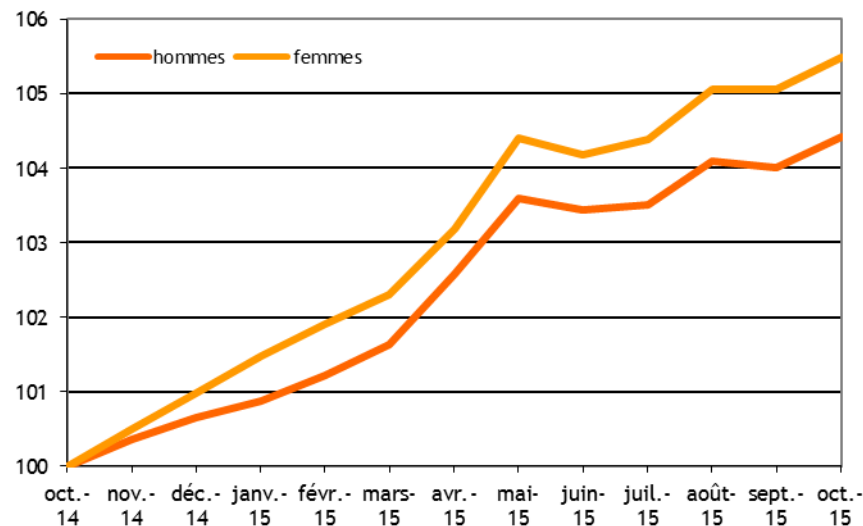
Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois d'octobre 2015

La demande d'emploi selon le sexe (catégorie ABC)

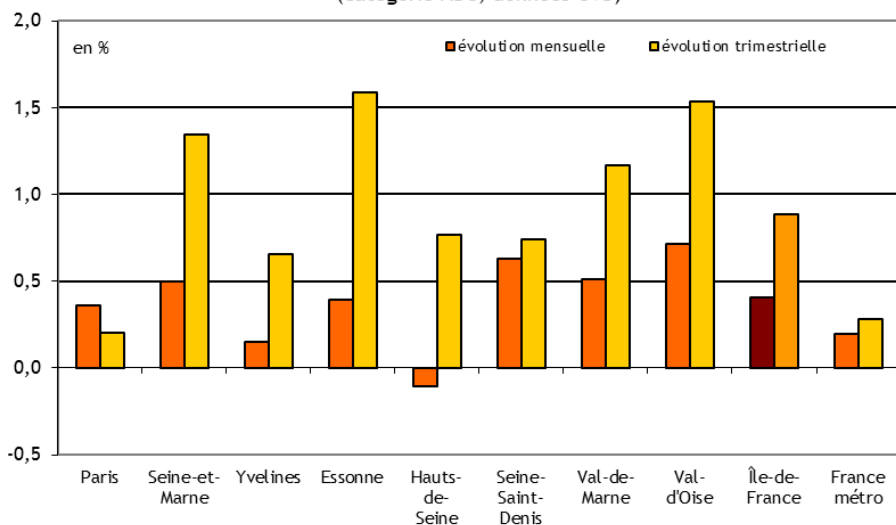
- En octobre 2015, le nombre de demandeurs d'emploi augmente de +0,4 % pour les hommes comme pour les femmes en région francilienne.
- Sur les trois derniers mois, les évolutions sont également similaires, avec une hausse de +0,9 % pour les hommes et de +1,0 % pour les femmes, alors qu'on observait en début d'année une dégradation un peu plus marquée pour les femmes. En France métropolitaine, la hausse trimestrielle atteint +0,3 % pour les hommes et +0,6 % pour les femmes.
- Les Hauts-de-Seine et les Yvelines affichent les évolutions les plus différenciées. Dans ces départements, la hausse est plus marquée pour les femmes que pour les hommes.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon le sexe (catégorie ABC, données CVS - indice 100 octobre 2014)



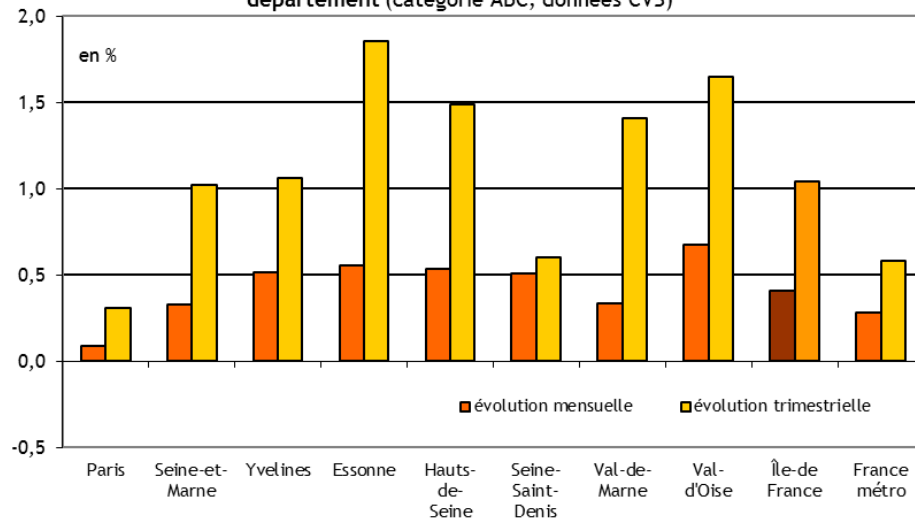
Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre d'hommes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre de femmes inscrites en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois d'octobre 2015

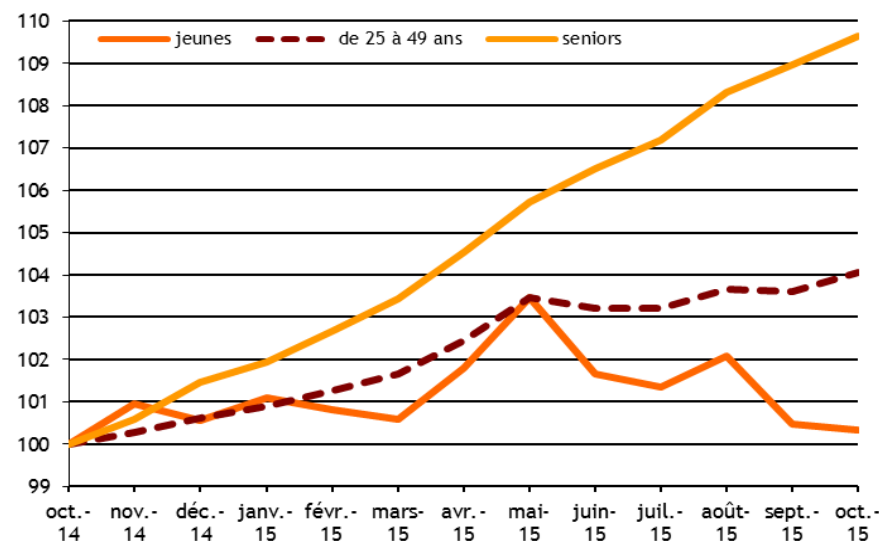
La demande d'emploi selon l'âge (catégorie ABC)

En octobre 2015, le nombre de jeunes demandeurs d'emploi diminue de -0,2 % en Île-de-France et de -0,5 % en France métropolitaine.

Sur trois mois, la baisse est bien plus forte au niveau national (-2,5 %) que dans la région francilienne (-1,0 %). La baisse est très marquée dans les Yvelines et à Paris. Dans l'Essonne, les Hauts-de-Seine, le Val-de-Marne et le Val-d'Oise, la demande d'emploi des jeunes reste à peu près stable.

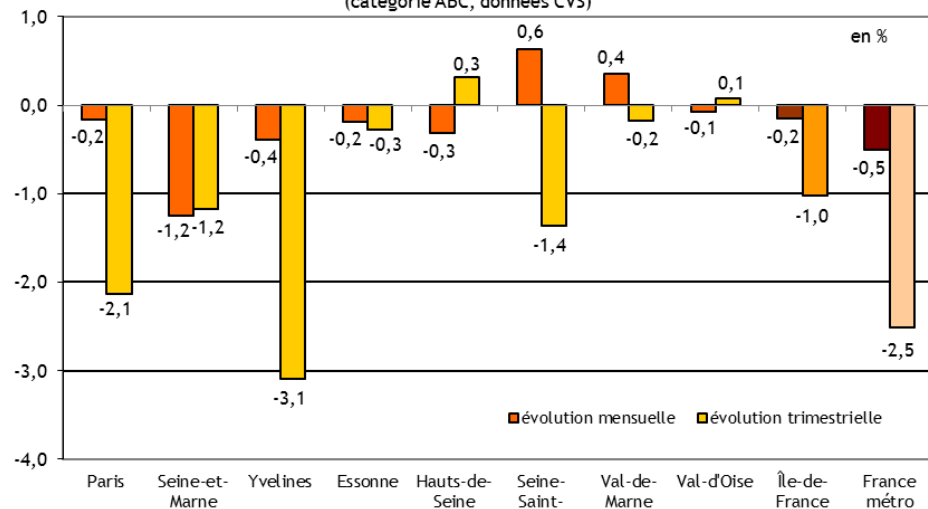
La demande d'emploi des seniors poursuit sa progression soutenue dans la région et au niveau national (tous deux +0,6 % sur le mois et +2,3 % sur trois mois). Paris est moins touché ces derniers mois (+0,2 % en octobre et +1,6 % sur trois mois).

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon l'âge (catégorie ABC, données CVS - indice 100 octobre 2014)



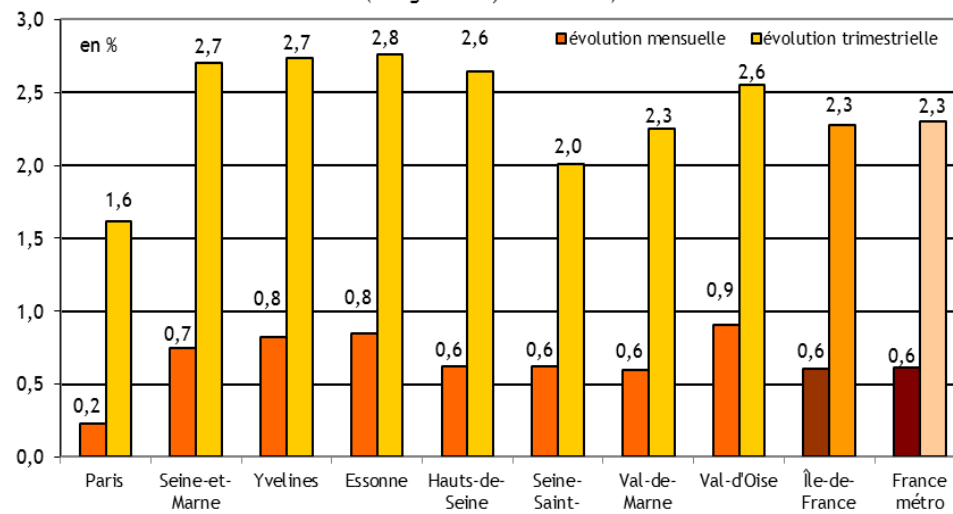
Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre de jeunes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre de seniors inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois d'octobre 2015

Les demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle* et par métier recherché

En octobre 2015, les employés de commerce et de services connaissent la plus forte hausse (+0,8 %) tandis que les cadres, assez affectés ces derniers mois, sont épargnés et voient leur nombre rester stable.

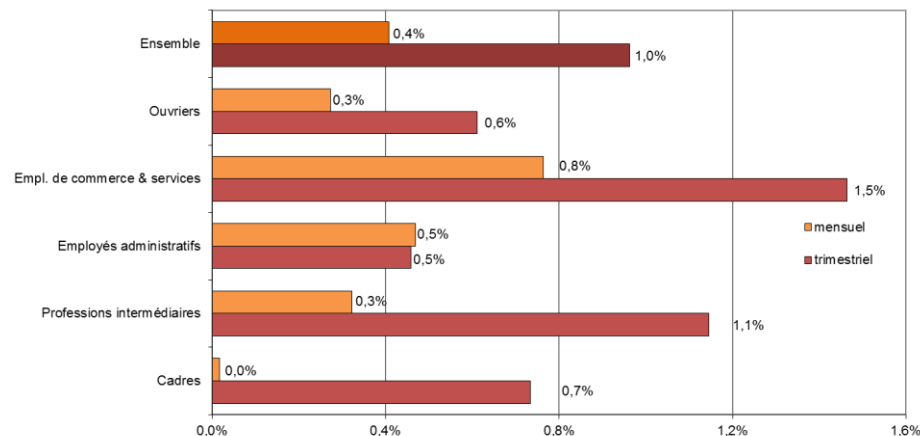
Sur les trois derniers mois, les employés de commerce et de services sont également les plus touchés par la hausse (+1,5 %), suivis par les professions intermédiaires (+1,1 %). Pour les autres catégories socioprofessionnelles, la hausse trimestrielle est similaire (entre +0,5 % et +0,7 %).

Quatre domaines professionnels sont les plus affectés en octobre et ces derniers mois : les services aux particuliers et aux collectivités, la santé, l'action sociale, culturelle et sportive, l'hôtellerie et la restauration et enfin l'informatique et les télécommunications. En revanche, le domaine du bâtiment et des travaux publics, fortement touché en 2014, ne connaît qu'une hausse modérée depuis plusieurs mois.

Le nombre de demandeurs d'emploi des banques et des assurances est stable après avoir connu des hausses assez peu habituelles en juillet et août. Stabilité également pour la gestion et administration des entreprises, les matières souples, le bois et l'industrie graphique, la communication, l'information et le spectacle, ainsi que la maintenance.

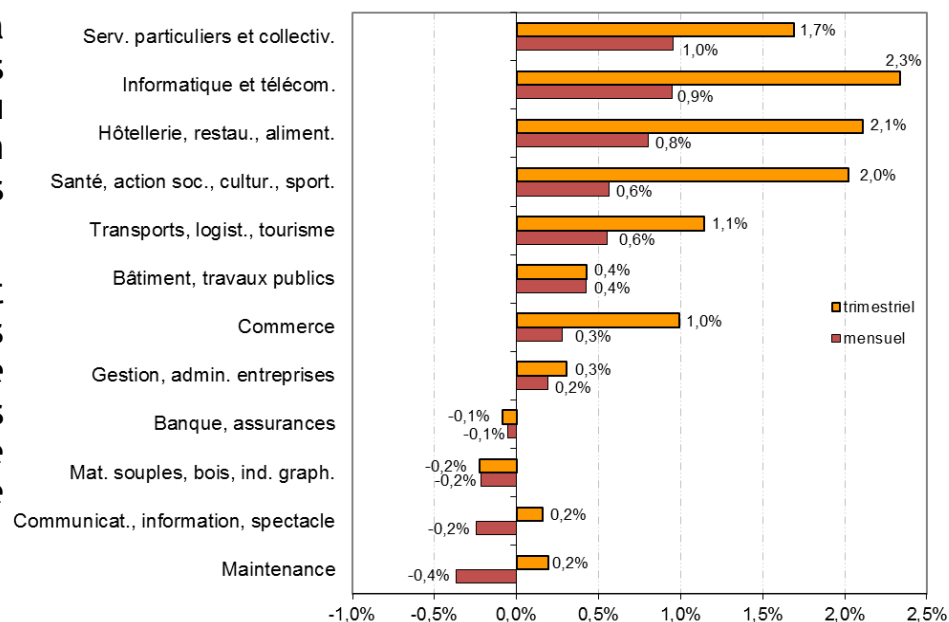
* La catégorie socioprofessionnelle du demandeur d'emploi est recalculée par le Sese de la Direccte d'Île-de-France à partir du métier recherché par le demandeur d'emploi.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par catégorie professionnelle (catégorie ABC - données CVS)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par principaux domaines professionnels (catégorie ABC - données CVS)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois d'octobre 2015

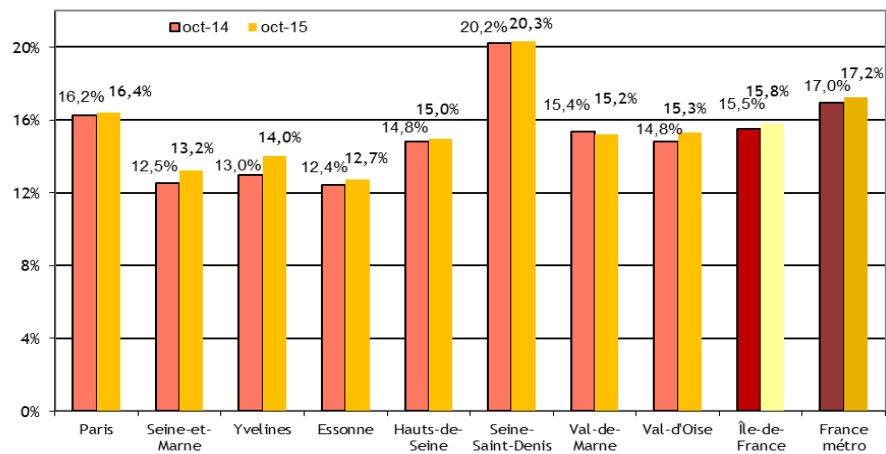
Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA

En octobre 2015, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an augmente de +0,2 % en Île-de-France et de +0,4 % en France métropolitaine. Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens de moins d'un an augmente quant à lui de +0,6 % dans la région et de +0,2 % au niveau national.

Sur les trois derniers mois, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée reste modérée (+1,4 %) en Île-de-France, proche de l'évolution globale. En revanche elle est plus marquée en France métropolitaine (+1,9 %).

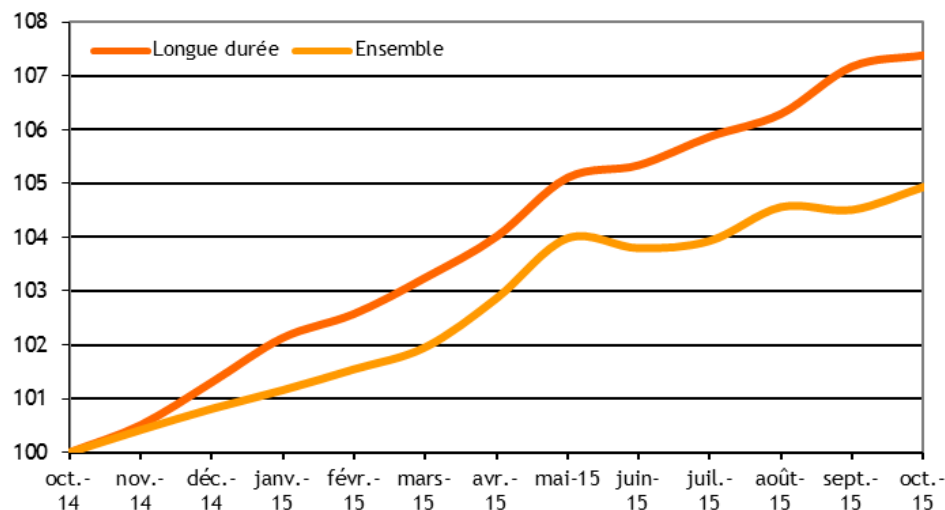
15,8 % des demandeurs d'emploi franciliens sont bénéficiaires du RSA, soit une hausse de +0,3 point en un an.

Part des demandeurs d'emploi (ABC) ayant des droits payables au RSA



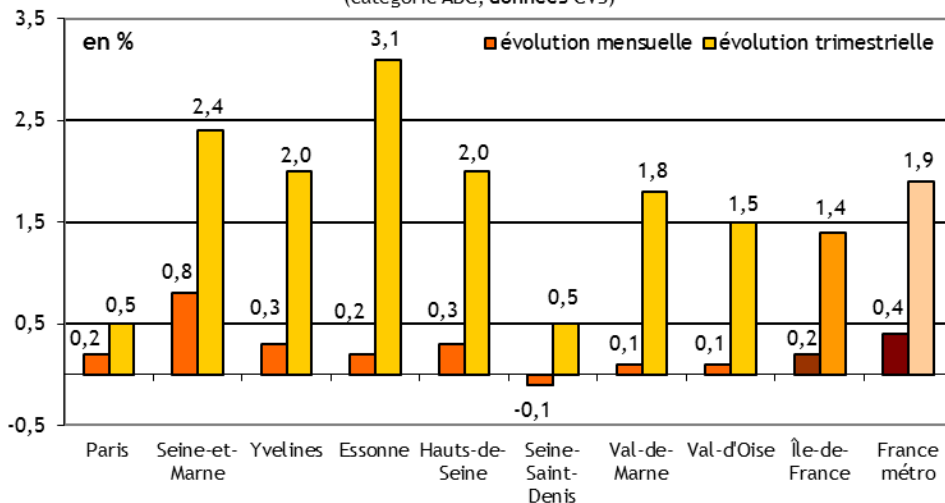
Sources : DARES / Pôle emploi - données brutes

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits depuis plus d'un an (catégorie ABC, données CVS - indice 100 octobre 2014)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an, par département (catégorie ABC, données CVS)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Les entrées et les sorties à la fin du mois d'octobre 2015

Les entrées et les sorties de Pôle emploi

➤ Deux événements récents ont eu un impact sur les sorties de catégories A, B, C :

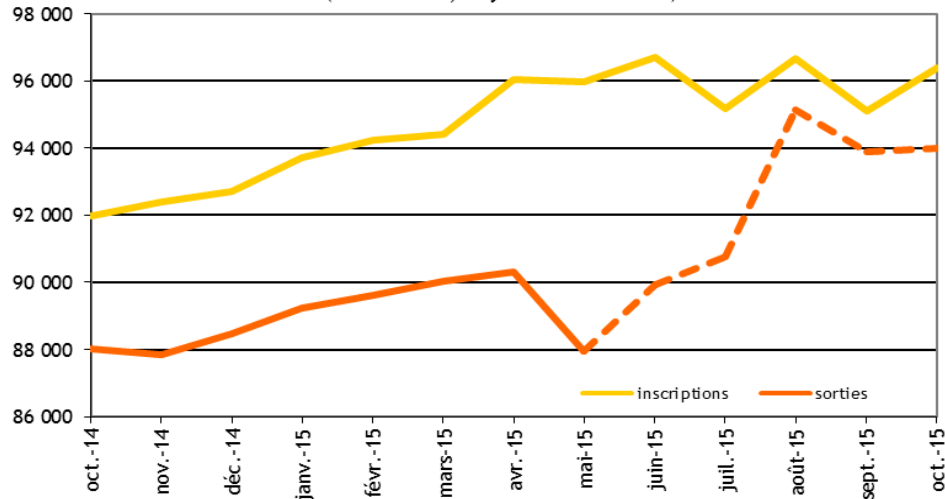
- Les particularités de la période d'actualisation du mois de mai 2015 ont eu un impact à la baisse sur le nombre de sorties pour défaut d'actualisation en mai 2015 (voir la note [Estimation de l'impact des particularités de la période d'actualisation de mai 2015](#)), et à la hausse en juin 2015.

- Les opérations entreprises par Pôle emploi pour mieux classer les demandeurs d'emploi en formation, en service civique ou en contrat aidé dans l'insertion par l'activité économique dans la catégorie correspondant à leur situation ont, à compter de juin 2015, un impact à la hausse sur le nombre de sorties de catégories A, B, C pour reprise d'emploi et pour entrée en stage. Cet impact est plus important en juin 2015, premier mois de la mise en œuvre (voir la note [Amélioration dans la gestion de la liste de demandeurs d'emploi](#)).

□ Le nombre d'entrées augmente sensiblement en octobre par rapport au mois de septembre. Elles ont connu des variations très marquées ces derniers mois, mais elles restent relativement stables sur trois mois glissants. Les démissions et les fins de CDD augmentent un peu. Les « autres cas » concernent 45% des inscriptions, parmi lesquelles 7 % font suite à des ruptures conventionnelles.

□ Les sorties, qui doivent aussi être interprétées avec précaution, semblent se stabiliser sur trois mois glissants, à un niveau légèrement inférieur à celui des entrées. En leur sein, les reprises d'emploi déclarées (18 % du total des sorties) augmentent très légèrement en variation trimestrielle.

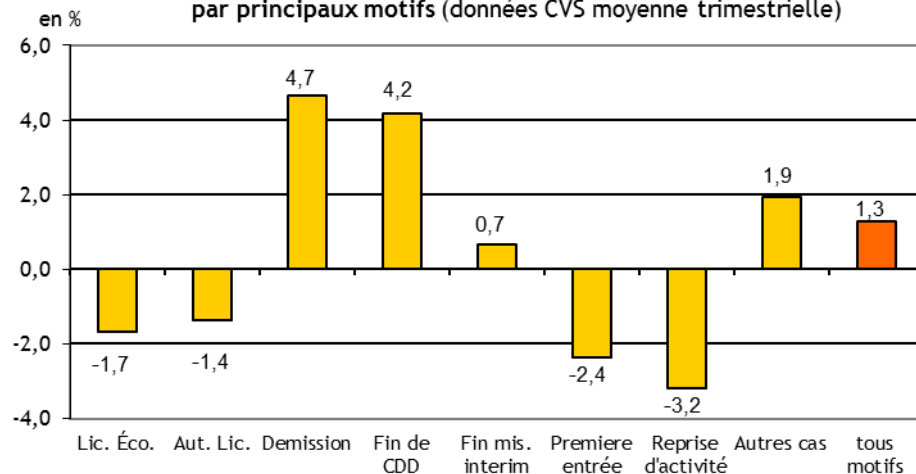
Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi en Ile-de-France, au cours des douze derniers mois (données CVS, moyenne trimestrielle)



Note de lecture : Depuis mai 2015, divers événements de nature administrative empêchent d'interpréter l'évolution du nombre de sortie (courbe en pointillés)

Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Evolution trimestrielle des entrées à Pôle emploi en Ile-de-France, par principaux motifs (données CVS moyenne trimestrielle)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Le taux de chômage au 2^{ème} trimestre 2015

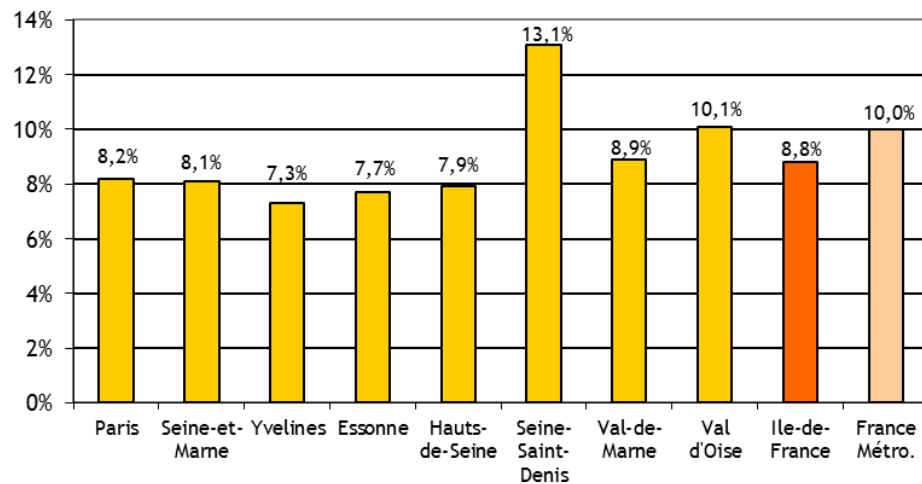
□ Au deuxième trimestre 2015, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,8 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre) selon les estimations de l'Insee, stable par rapport au premier trimestre 2015, et ce dans tous les départements de la région excepté l'Essonne (+0,1 point). En France métropolitaine, il est aussi stable, à 10,0 % de la population active.

□ Sur un an, le taux de chômage en Île-de-France progresse de +0,1 point et il augmente de +0,3 point sur l'ensemble du territoire français (hors DOM). Le taux francilien reste nettement inférieur (-1,2 point) au taux de chômage en France métropolitaine.

□ La Seine-Saint-Denis est le département francilien où le taux de chômage est le plus élevé, atteignant 13,1 % (+0,3 point en un an). Il est suivi par le Val-d'Oise où le taux s'élève à 10,1 % (+0,2 point en un an). Ce sont les deux seuls départements franciliens où le taux de chômage est supérieur à celui de la France métropolitaine.

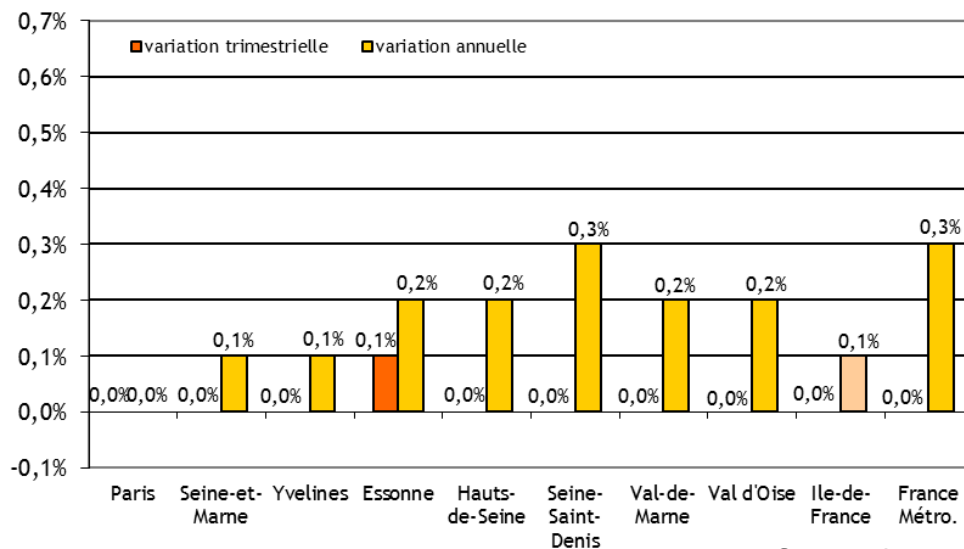
□ Paris, dont le taux de chômage s'établit à 8,2 %, est le seul département où le taux reste stable sur un an. Les autres départements franciliens voient leur taux de chômage légèrement progresser de +0,1 à +0,2 point sur un an.

Taux de chômage localisé au 2^e trimestre 2015



Source : Insee

Évolution du taux de chômage localisé au 2^e trimestre 2015



Source : Insee

Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi à fin octobre 2015

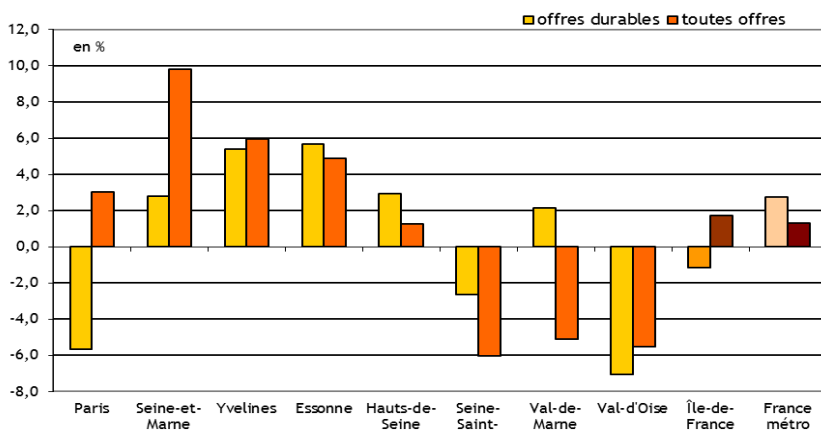
En octobre 2015, 47 020 offres d'emploi ont été collectées directement par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS) dont 28 190 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois). Le nombre total d'offres reste stable par rapport au mois précédent.

Sur les trois derniers mois, le nombre d'offres d'emploi collectées dans la région varie peu par rapport aux trois mois précédents (+0,9 %), la hausse du nombre d'offres durables (+4,6 %) étant balancée par la baisse des offres non durables (-4,7 %).

En moyenne trimestrielle sur un an, la hausse des offres enregistrées dans la région est plus franche (+6,0 %), grâce aux offres durables (+13,4 %).

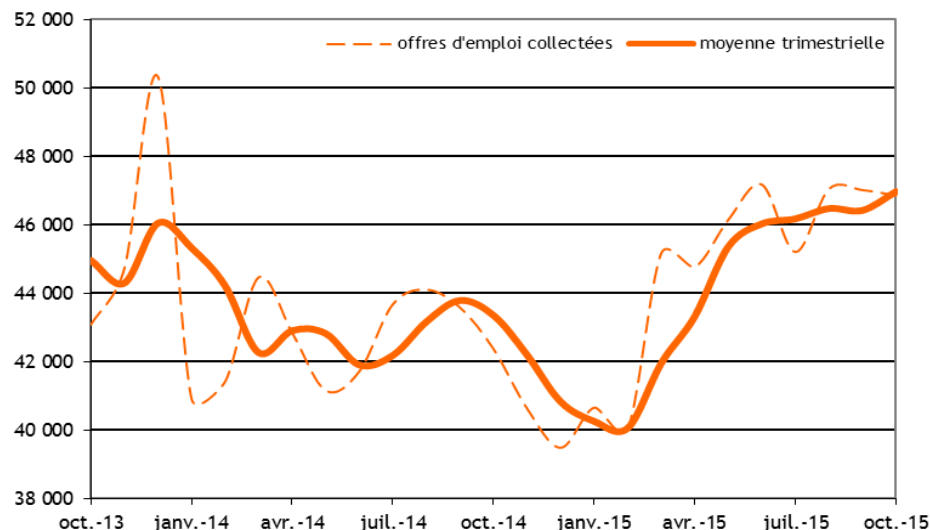
La dynamique est similaire en France métropolitaine.

Évolution du nombre d'offres d'emploi enregistrées au cours des 3 derniers mois, par rapport aux 3 mois précédents (données CVS)



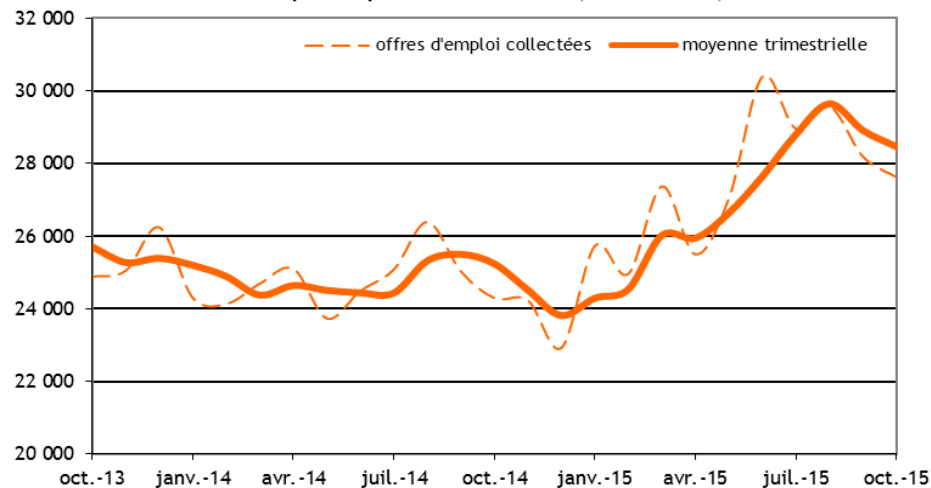
Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre total d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi depuis octobre 2013 (données CVS)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre d'offres d'emploi durables confiées à Pôle emploi depuis octobre 2013 (données CVS)



Sources : Dares / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au 2^{ème} trimestre 2015

1 836 447 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) tous contrats (hors contrats intérimaires) ont été enregistrées au deuxième trimestre 2015 en Île-de-France, dont 292 000 DPAE concernent des CDD de plus de 6 mois et CDI (qualifiés de durables).

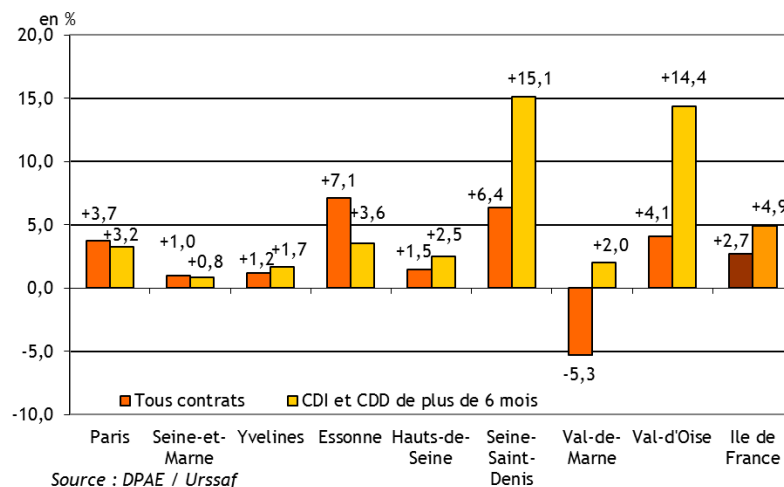
Par rapport au deuxième trimestre 2014, le nombre de DPAE augmente en Île-de-France, que ce soit tous contrats confondus (+2,7 %) ou bien seulement pour les contrats durables (CDI et CDD de plus de six mois, +4,9 %).

Pour ce qui est des CDI et CDD de plus de six mois, la Seine-Saint-Denis et le Val-d'Oise ont connu les progressions les plus importantes (resp. +15,1 % et +14,4 %). Malgré une baisse tous contrats confondus, le Val-de-Marne a connu une légère hausse pour les contrats durables (+2,0 %).

La production de films, enregistrement sonore et éditions musicales et l'entreposage et services auxiliaires des transports ont connu les plus fortes progressions des DPAE pour les contrats durables (resp. +48,9 % et + 39,6 %).

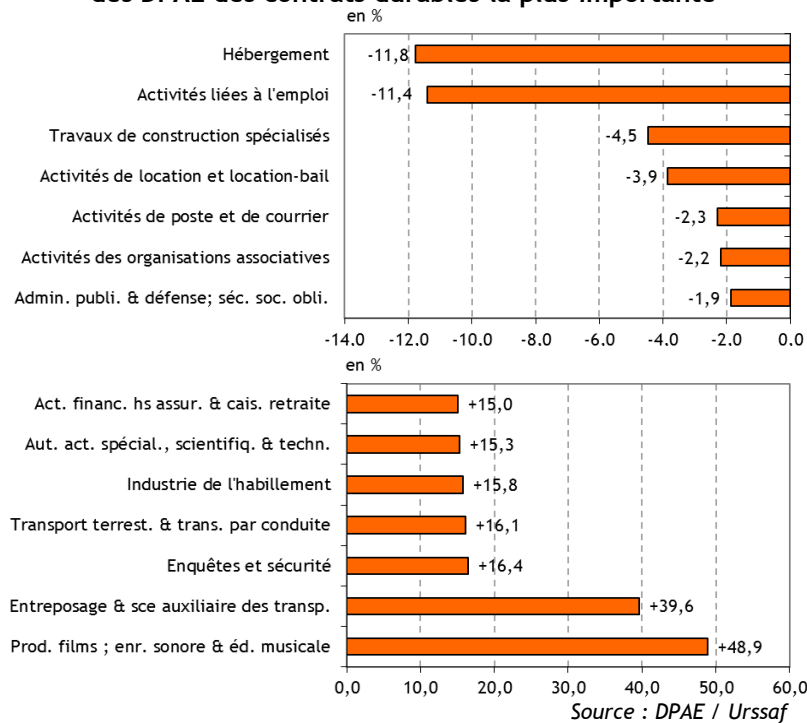
L'hébergement et les activités liées à l'emploi ont à l'inverse connu une baisse importante des DPAE pour des contrats durables (resp. -11,8 % et -11,4 %).

Évolution des déclarations préalables à l'embauche par département (2^{ème} trimestre 2014 - 2^{ème} trimestre 2015)



Source : DPAE / Urssaf

Les sept secteurs d'activités (NAF 88) à l'augmentation et à la baisse des DPAE des contrats durables la plus importante



Source : DPAE / Urssaf

L'intérim à fin août 2015

▣ Près de 320 000 contrats d'intérim ont été signés au mois d'août 2015 en Île-de-France, ce qui représente, en moyenne journalière, 93 000 emplois en équivalent temps plein (EETP, données CVS).

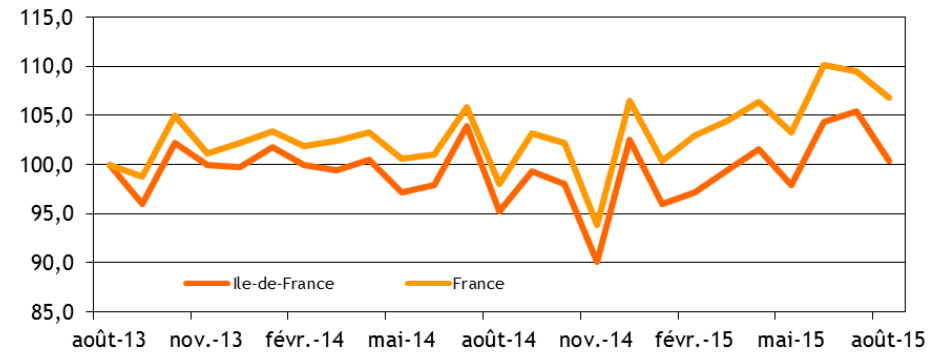
▣ Le nombre de contrats signés a augmenté, alors que le nombre d'intérimaires en EETP a diminué par rapport au mois précédent. Toutefois, en moyenne sur les trois derniers mois, le nombre d'intérimaires enregistre une hausse : +3,7 % par rapport aux trois mois précédents.

▣ L'utilisation de l'intérim dans l'industrie progresse : +1,5 % pour le nombre d'EETP, ces trois derniers mois par rapport aux trois précédents, grâce notamment aux industries agro-alimentaires (+7,2 %) et à la production et distribution d'eau / gestion des déchets (+3,6 %), au contraire de la métallurgie (-5,7 %).

▣ La reprise de l'intérim dans la construction semble se confirmer : +3,4 % d'EETP ces trois derniers mois par rapport aux trois précédents.

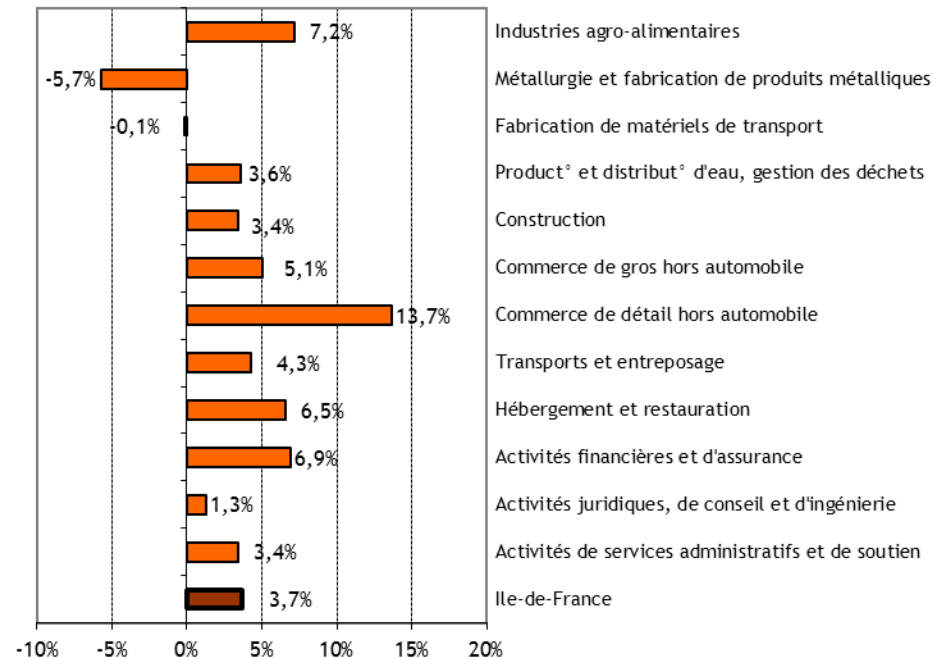
▣ L'intérim est en hausse dans le tertiaire (+4,5 % ces trois derniers mois par rapport aux trois précédents), et se généralise dans l'ensemble des principaux secteurs d'activités. Ainsi, le nombre d'intérimaires en EETP progresse fortement dans le commerce de détail, les activités financières et l'hébergement / restauration (resp. +13,7 %, +6,9 %, +6,5 %).

Evolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP (données CVS/CJO - base 100 à fin août 2013)



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE-SESE

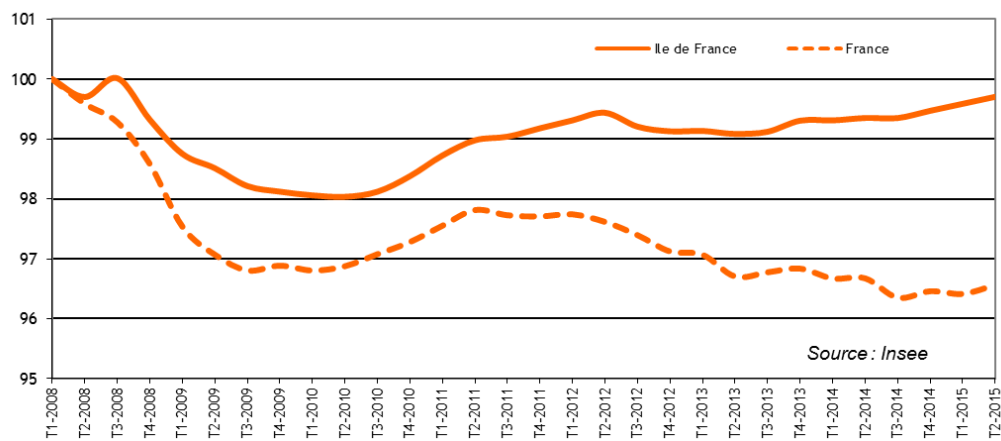
Evolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE / SESE

L'emploi salarié au 2^{ème} trimestre 2015

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands, depuis le 1^{er} trimestre 2008 (données CVS)



❑ Au deuxième trimestre 2015, l'emploi salarié marchand francilien progresse très légèrement (+4 800 emplois, soit +0,1 %) selon les estimations provisoires de l'Insee. En France métropolitaine, l'emploi salarié marchand gagne +23 800 postes, soit +0,2 %.

❑ Sur un an, l'emploi salarié progresse de +0,4 % en Île-de-France, tandis qu'il recule de -0,1 % en France métropolitaine.

❑ Trois départements connaissent des baisses au deuxième trimestre : les Yvelines (-0,4 %), le Val-de-Marne (-0,3 %) et la Seine-et-Marne (-0,2 %). La Seine-Saint-Denis affiche une franche hausse (+0,8 %, +3 000 postes) tandis que Paris enregistre un gain d'environ 4 000 emplois (+0,3 %). On note une relative stabilité dans les autres départements.

❑ Sur un an, l'emploi salarié marchand augmente en Seine-Saint-Denis (+1,4 %, +5 400 postes), dans le Val-d'Oise (+1,0 %, +2 500 emplois) et à Paris (+0,9 %, + 11 900 emplois). A l'inverse, on retrouve du côté des baisses la Seine-et-Marne (-1,1 %, -3 300 postes) et le Val-de-Marne (-0,5 %, -1 700 postes) mais également l'Essonne (-0,4 %, -1 100 postes). Le nombre d'emplois salariés se maintient dans les Yvelines et les Hauts-de-Seine.

Evolution de l'emploi salarié dans les activités marchandes par département (données CVS)	Nombre d'emplois au 2e trimestre 2015	Evolution trimestrielle (par rapport au 2ème trimestre 2015)		Evolution annuelle (par rapport au 2e trimestre 2014)	
		Niveau	%	Niveau	%
Paris	1 284 995	4 053	0,3	11 918	0,9
Seine-et-Marne	302 570	-508	-0,2	-3 281	-1,1
Yvelines	363 107	-1 561	-0,4	-168	0,0
Essonne	298 651	83	0,0	-1 121	-0,4
Hauts-de-Seine	810 710	570	0,1	840	0,1
Seine-Saint-Denis	398 106	3 018	0,8	5 443	1,4
Val-de-Marne	356 926	-1 017	-0,3	-1 654	-0,5
Val-d'Oise	261 430	141	0,1	2 498	1,0
Ile-de-France	4 076 495	4 779	0,1	14 475	0,4
France métropolitaine	15 395 000	23 800	0,2	-17 700	-0,1

Source : Insee

Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

L'emploi salarié au 2^{ème} trimestre 2015

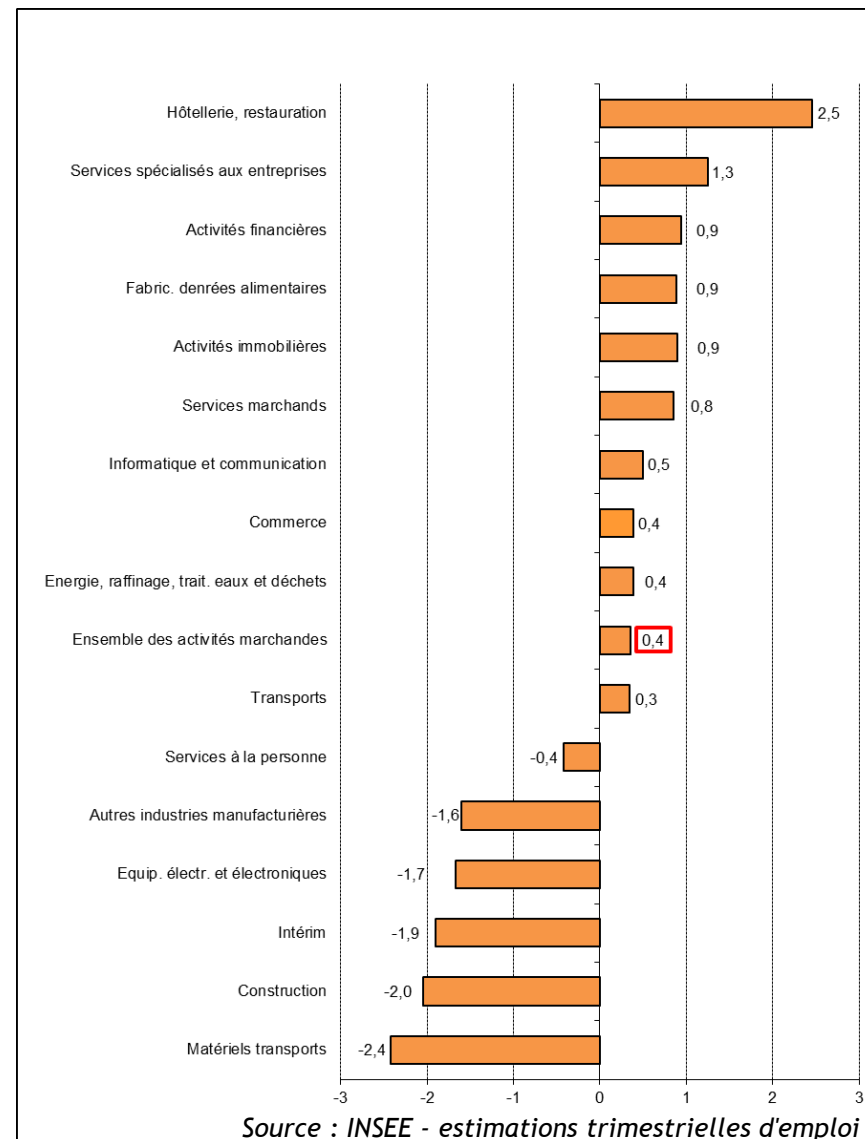
❑ Au deuxième trimestre, l'emploi se replie toujours dans l'industrie (-700 postes, soit -0,2 %) et la construction (-700 postes également, -0,3 %), poursuivant la dynamique observée ces derniers trimestres. Le commerce (+0,4 %, +2 500 emplois) et les services marchands (+0,1 %, +3 700 postes) affichent une progression.

❑ Sur un an, la construction voit son nombre de salariés diminuer sensiblement (-2,0 %, -5 600 postes). La baisse touche également l'industrie (-1,1 %, -5 000 postes) avec toujours les mêmes secteurs perdant des emplois : la fabrication de matériels de transports, la fabrication de matériels électrique et électronique et le textile, la chimie et la pharmacie.

❑ L'emploi salarié dans le commerce connaît une hausse annuelle de +0,4 % (+2 700 emplois), progression due à l'évolution du dernier trimestre, l'emploi y étant resté quasiment stable les trimestres précédents.

❑ Les services marchands restent les principaux moteurs de la hausse, avec une augmentation de +0,8 % (+22 400 emplois) sur un an. Les secteurs les plus dynamiques sont l'hôtellerie et la restauration (+2,5 % sur un an), les activités spécialisées (+1,3 % sur un an), et dans une moindre mesure les activités financières et immobilières (tous deux +0,9 % sur un an). Les secteurs de l'informatique et de la communication et celui des transports enregistrent une hausse annuelle, malgré leur léger recul lors du dernier trimestre.

Évolution annuelle en % de l'emploi salarié en Île-de-France entre le 2^{ème} trimestre 2014 et le 2^{ème} trimestre 2015, dans les principaux secteurs d'activité marchands (données CVS)



Source : INSEE - estimations trimestrielles d'emploi

Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

L'activité partielle en octobre 2015

En octobre dernier, 120 demandes d'autorisations d'activité partielle ont été adressées à la Direccte.

Elles correspondent à 590 904 heures de travail autorisées à être chômées en Ile-de-France. C'est un niveau équivalent à octobre 2014.

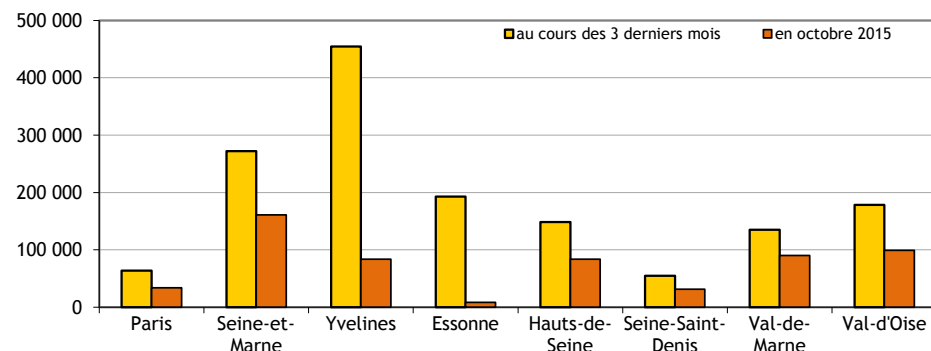
La Seine-et-Marne cumule 27 % des heures d'activité partielle demandées ce mois-ci dans la région. C'est le département où les demandes d'autorisations ont été les plus nombreuses.

Le Val-d'Oise est le deuxième département le plus concerné avec 17 % des heures demandées.

Le secteur de la construction cumule 47 % des heures demandées ce mois dans la région. Sur trois mois, ce secteur reste celui qui concentre le plus d'heures autorisées, loin devant la métallurgie, qui se place en second, avec trois fois moins d'heures autorisées.

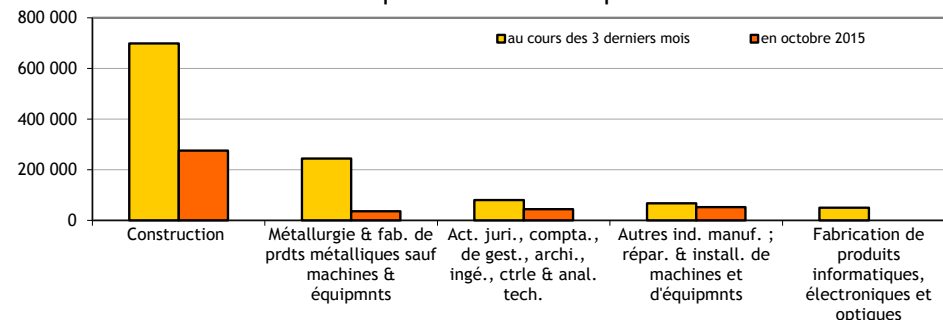
Un établissement des Yvelines du secteur de l'installation de machines et d'équipements a obtenu des autorisations pour près de 50 000 heures ce mois-ci.

Heures autorisées par département



Source : DIRECCTE UT - Traitement : DIRECCTE / SESE

Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées



Source : DIRECCTE UT - Traitement : DIRECCTE / SESE

Répartition par territoire gestionnaire	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations en octobre	120	19	27	7	8	15	15	11	18
cumul 2015	1 276	184	187	180	167	109	128	124	197
Heures associées en octobre	590 904	34 012	160 917	83 654	8 329	83 534	31 254	90 211	98 993
cumul 2015	6 609 694	287 460	994 049	1 581 357	1 018 962	644 578	419 412	835 080	828 797

Source : DIRECCTE UT - Traitement : DIRECCTE / SESE

Les plans de sauvegarde de l'emploi en octobre 2015

En octobre, 25 procédures concernant 1 003 postes ont été notifiées aux services de la Direccte. Ce mois-ci, aucun de ces plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) ne se situe dans le cadre d'une liquidation judiciaire.

Pour le quatrième mois consécutif, le nombre de postes menacés est relativement bas.

Les Hauts-de-Seine, le Val-d'Oise et Paris sont les trois départements les plus touchés ce mois, avec 0,3 poste local sur 1 000 menacé par les PSE.

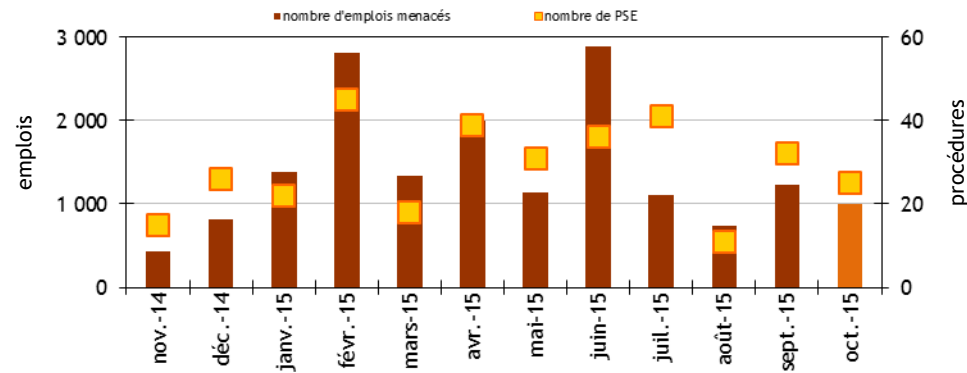
Aucun poste n'est mis en danger en Seine-et-Marne. L'Essonne et la Seine-Saint-Denis sont également très peu affectées.

Le secteur le plus touché en proportion de son emploi local est celui de l'édition de logiciel. 224 postes de ce secteur sont ainsi menacés dans le département des Hauts-de-Seine.

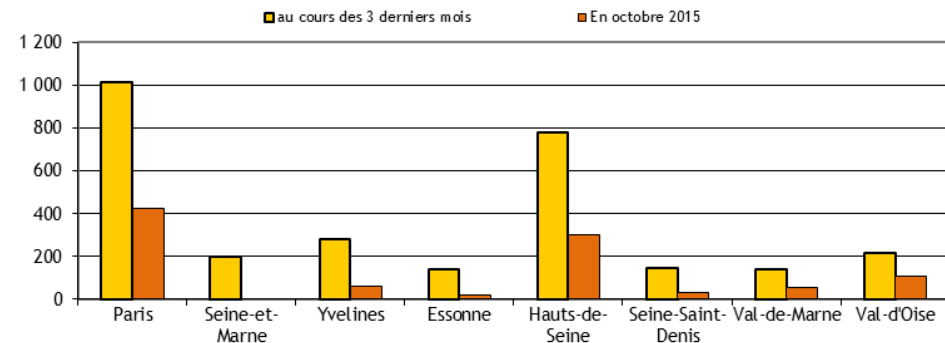
Depuis le début de l'année, 80 % des emplois menacés appartiennent à des secteurs des services. Ce mois-ci, la répartition est un peu différente, puisque 30 % des emplois en péril se trouvent dans l'industrie.

Répartition par territoire impacté	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Autres départements
PSE en octobre	25	11	0	2	1	6	2	3	0	0
cumul 2015	300	92	16	31	14	79	24	16	16	12
Salariés concernés	1 005	423	0	65	22	302	33	53	107	/
cumul 2015	15 606	4 371	764	1098	561	4561	2111	1133	1007	/

Emplois menacés et procédures au cours des 12 derniers mois



Emplois menacés par des PSE par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'emplois menacés

